



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Annual Report on the *Access to Information Act* 2020-2021 / Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2020-2021



Canada 

ISSN 2563-3090

Key title: Annual report on the *Access to Information Act* 2020-2021 (Canada Energy Regulator)

[Bilingual document].

Variant title: Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2020-2021

© Her Majesty the Queen in Right of Canada 2021 as represented by the Canada Energy Regulator

GoC Cat. NE2-26/1-PDF

This report is published in both official languages. This publication is available upon request in multiple formats.

For further information, please contact :

Canada Energy Regulator

517 Tenth Avenue S.W.

Calgary, Alberta T2R 0A8

Fax: 403-292-5503

Phone: 403-292-4800

1-800-899-1265

Internet: <http://www.cer-rec.gc.ca>

Printed in Canada

ISSN 2563-3090

Titre-clé : Rapport annuel 2020-2021 concernant la *Loi sur l'accès à l'information* (Régie de l'énergie du Canada)

[Document bilingue]

Variante du titre : Annual report on the *Access to Information Act* 2020-2021

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada 2021 représentée par la Régie de l'énergie du Canada

GC, cat. NE2-26/1-PDF

Le rapport est publié dans les deux langues officielles, sur supports multiples. Il est possible d'en obtenir un exemplaire sur demande.

Renseignements :

Régie de l'énergie du Canada

517, Dixième Avenue S.-O.

Calgary (Alberta) T2R 0A8

Télécopieur : 403-292-5503

Téléphone : 403-292-4800

1-800-899-1265

Site Web : <http://www.cer-rec.gc.ca>

Imprimé au Canada

Annual Report on the *Access to Information Act* 2020-2021

ABOUT THE CANADA ENERGY REGULATOR

The Canada Energy Regulator is an independent federal regulator of several parts of Canada's energy industry. It regulates pipelines, energy development and trade on behalf of Canadians in a way that protects the public and the environment while supporting efficient markets. The Minister of Natural Resources is responsible for this organization.

The Canada Energy Regulator (CER) was established by Parliament to regulate pipelines, energy development and trade in the Canadian public interest. Before making a decision or recommendation, we factor in economic, environmental and social considerations. By considering all the evidence with these things in mind, we are able to make decisions and recommendations that represent the ever-changing interests and concerns of Canadians. This is key to achieving our vision of being active and effective in Canada's pursuit of a sustainable energy future. We also regulate for the complete life cycle of a pipeline or power line project. The public expects us to hold the companies we regulate accountable for the safe operation of CER-regulated energy infrastructure.

For more information about the CER please visit our website at: www.cer-rec.gc.ca.

Rapport annuel concernant *la Loi sur l'accès à* *l'information* 2020-2021

À PROPOS DE LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE DU CANADA

La Régie de l'énergie du Canada est un organisme fédéral indépendant qui réglemente plusieurs aspects du secteur énergétique au Canada. La Régie assure la réglementation des pipelines, la mise en valeur des ressources énergétiques et le commerce de l'énergie au nom de la population canadienne, de manière à protéger le public et l'environnement tout en favorisant l'efficacité des marchés énergétiques. L'organisation relève du ministre des Ressources naturelles.

La Régie de l'énergie du Canada a été créée par le Parlement pour réglementer, dans l'intérêt public canadien, les pipelines, la mise en valeur des ressources énergétiques et le commerce de l'énergie. Avant de rendre une décision ou de faire une recommandation, la Régie tient compte de considérations d'ordre économique, environnemental et social. En examinant toute la preuve versée au dossier sous ces trois optiques, la Régie est en mesure de rendre des décisions et de faire des recommandations qui correspondent aux intérêts et aux préoccupations en évolution constante des Canadiens et Canadiennes. Cela est essentiel à la réalisation de sa vision, qui consiste à participer de façon active et efficace à la poursuite d'un avenir énergétique durable au Canada. En outre, la réglementation de la Régie couvre le cycle de vie complet d'un projet. La population canadienne attend de la Régie qu'elle oblige les sociétés soumises à sa réglementation à rendre des comptes en ce qui a trait à l'exploitation sécuritaire des infrastructures énergétiques de son ressort.

Pour un complément d'information sur la Régie, consultez son site Web à l'adresse www.cer-rec.gc.ca

THE ACCESS TO INFORMATION ACT

The Access to Information Act (the Act) gives the Canadian public a right to access information contained in federal government records, subject to certain specific and limited exceptions.

In accordance with section 94 of the Act, the head of every federal institution is required to submit an Annual Report to Parliament on the administration of the Act following the close of each fiscal year. The Annual Reports are then tabled in Parliament pursuant to section 94 of the Act. This report describes how the Canada Energy Regulator (CER) fulfilled its access to information responsibilities during the fiscal year 2020-21.

Organizational Structure

Access to information requests at the CER are processed by the ATIP Office, which reports to the Vice President (VP), Data and Information Management, as the ATIP Coordinator.

Access to information requests are received primarily through two channels; through the mail or the ATIP Online Request Service (AORS), which was established in late 2018. Requests received through the mail are logged into the CER's records management system by the Data & Information Management department and then forwarded to the ATIP Office.

As of the end of 2020-21, the CER has 4 full-time employees, who allocated a portion of their time to activities related to the Act. This includes the Group Leader ATIP, two ATIP Officers, and one ATIP Administrator.

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

La *Loi sur l'accès à l'information* (la Loi) accorde au public canadien un droit d'accès à l'information contenue dans les documents du gouvernement fédéral, sous réserve de certaines exceptions particulières et limitées.

Conformément à l'article 94, le responsable de chaque institution fédérale est tenue de présenter au Parlement un rapport annuel sur l'administration de la Loi après la clôture de chaque exercice. Les rapports annuels sont déposés devant le Parlement conformément à l'article 94 de cette même loi. Le présent rapport décrit comment La Régie de l'énergie du Canada a assumé ses responsabilités en matière d'accès à l'information durant l'exercice 2020-2021.

Structure organisationnelle

Les demandes d'accès à l'information présentées à la Régie sont traitées par le bureau de l'AIPRP, qui relève du vice-président de la gestion des données et de l'information, agissant à titre de coordonnateur.

Les demandes d'accès à l'information sont reçues principalement par la poste et par le service de demande d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels (AIPRP) en ligne, mis sur pied vers la fin de 2018. Les demandes qui arrivent par la poste sont enregistrées dans le système de gestion des dossiers de la Régie par la section responsable au sein de l'équipe de la gestion de l'information et de l'architecture, puis elles sont acheminées au bureau de l'AIPRP.

À la fin de 2020-2021, quatre employés à plein temps de la Régie consacrent une partie de leur temps à des activités reliées à la Loi. Cela comprend un Chef de groupe AIPRP, deux agents d'AIPRP ainsi qu'un administrateur à l'AIPRP.

Delegation Order

The CER Act designates the CER CEO with the authority to exercise the powers, duties and functions of the Act. The CEO has historically delegated this authority.

The ATIP Office reports to the VP, Data and Information Management and the delegation authority has been permanently delegated.

This year, the new CEO reviewed the delegation order to ensure internal organizational alignment, appropriate oversight and operational efficiency. Under the current order, there are three Vice President positions that have been delegated full authority under the Act. They are: the VP, Data and Information Management (primary ATIP Coordinator), the VP, Regulatory Strategy and Coordination and the VP, Performance and Results (alternate ATIP Coordinators). From an operational standpoint, granting this authority to three individuals ensures that files can be reviewed and signed-off without undue delay.

See annex B for a copy of the delegation order.

Ordonnance de délégation de pouvoirs

Le gouverneur en conseil a désigné le président et premier dirigeant de la Régie pour exercer les pouvoirs, s'acquitter des devoirs et remplir les fonctions, qui sont prévus dans la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Toutefois, ces pouvoirs ont de tout temps été délégués par le président et premier dirigeant.

Le bureau de l'AIPRP relève du vice-président de la gestion des données et de l'information. Les pouvoirs ont été délégués de façon permanente au vice-président de la gestion des données et de l'information.

Cette année, la nouvelle présidente-directrice générale a passé en revue l'ordonnance de délégation afin d'assurer l'harmonisation organisationnelle interne, une surveillance appropriée et l'efficacité opérationnelle. Selon l'ordonnance actuelle, les pouvoirs ont été pleinement délégués à trois vice-présidents en vertu de la *Loi*. Il s'agit du vice-président de la gestion des données et de l'information (premier coordonnateur de l'AIPRP), du vice-président de la stratégie de réglementation et de la coordination et du vice-président du rendement et des résultats (coordonnateurs auxiliaires de l'AIPRP). D'un point de vue opérationnel, la délégation de ces pouvoirs à trois personnes assure le traitement et la conclusion des dossiers sans retard indu.

Pour obtenir plus de renseignements statistiques, consultez l'annexe B.

Performance 2020-2021

In 2020-21, the CER received 22 requests under the Act. This is half the number of requests received in the previous reporting period.

The CER achieved a compliance rating of 91.3% for completed Access to Information requests closed within the legislated timeframe in 2020-21, this is an improvement over the previous year. The CER's ATIP Office will continue to strive for both improved compliance rates and quality of information released.

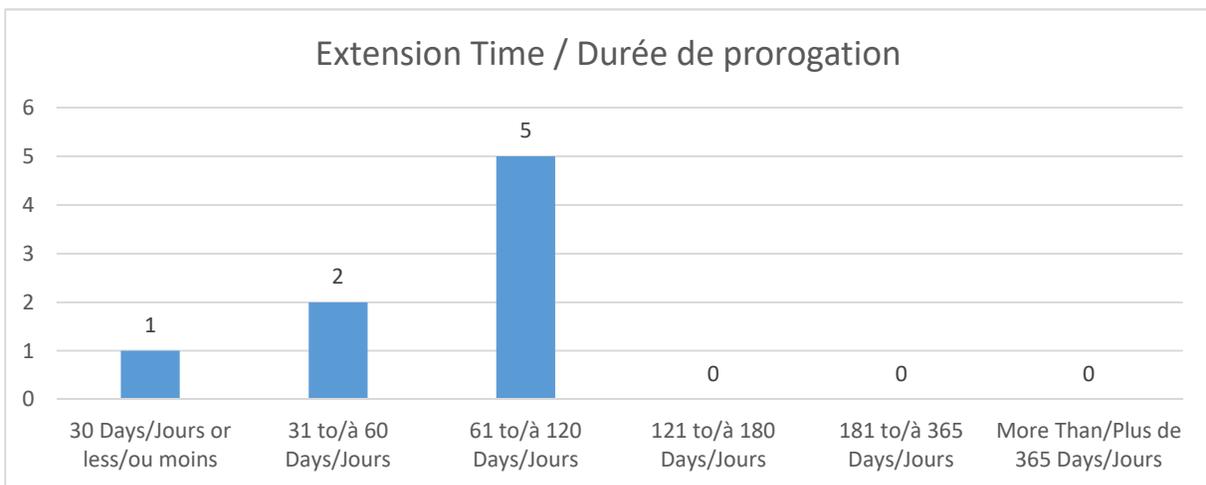
Section 9 of the Act permits an extension of statutory time limits under certain circumstances. In 2020-21, the CER invoked extensions on 8 occasions, or on about 36% of files, a slight increase compared to 29% in the previous year. In 6 of the cases, an extension was required to conduct third-party notifications. The last 2 extensions were invoked since searches through large volumes of records made it impossible to meet the original timelines without interfering with CER operations. All of the 8 extensions were for 120 days or less.

Rendement pour 2020-2021

En 2020-2021, la Régie a reçu 22 demandes au titre de la Loi. Il s'agit de la moitié du nombre de demandes reçues au cours de l'exercice précédente.

En 2020-2021, la Régie a traité 91,3 % des demandes reçues dans les délais prescrits par la Loi. Il s'agit d'une amélioration par rapport à l'exercice précédent. Le bureau de l'AIPRP de la Régie continuera de s'efforcer d'améliorer les taux de conformité et la qualité de l'information diffusée.

L'article 9 de la Loi permet de proroger un délai prescrit dans certaines circonstances. En 2020-2021, la Régie a obtenu 8 prorogations, soit pour environ 36 % des dossiers, comparativement à 29 % l'année précédente. Dans 6 de ces cas, une prorogation était nécessaire pour aviser des tiers. Les deux derniers délais ont été prorogés parce qu'il fallait effectuer des recherches dans un grand nombre de documents et qu'il était impossible de respecter la date limite originale sans entraver le fonctionnement de la Régie. Tous les huit délais ont été repoussés de 120 jours ou moins.



The CER also received 24 new informal requests, completing 33 during the reporting period. A total of 27 informal requests were previously released packages under the Act identified on the “Completed Access to Information Requests” posted on Canada’s Open Government site.

La Régie a également reçu 24 nouvelles demandes non officielles et en a traité 33 au cours de la période visée. De ces demandes non officielles, 27 concernaient des documents publiés précédemment conformément à la Loi, dans la section Demandes d'accès à l'information complétées du site Web du Gouvernement ouvert.

For requests closed during the reporting period, the CER processed a total of 2,234 pages and disclosed 1,707 pages to requesters. This represents a decrease from the number of pages processed last fiscal year. The reduced workload meant the ATIP Office was able to refocus its efforts on outstanding complaint files.

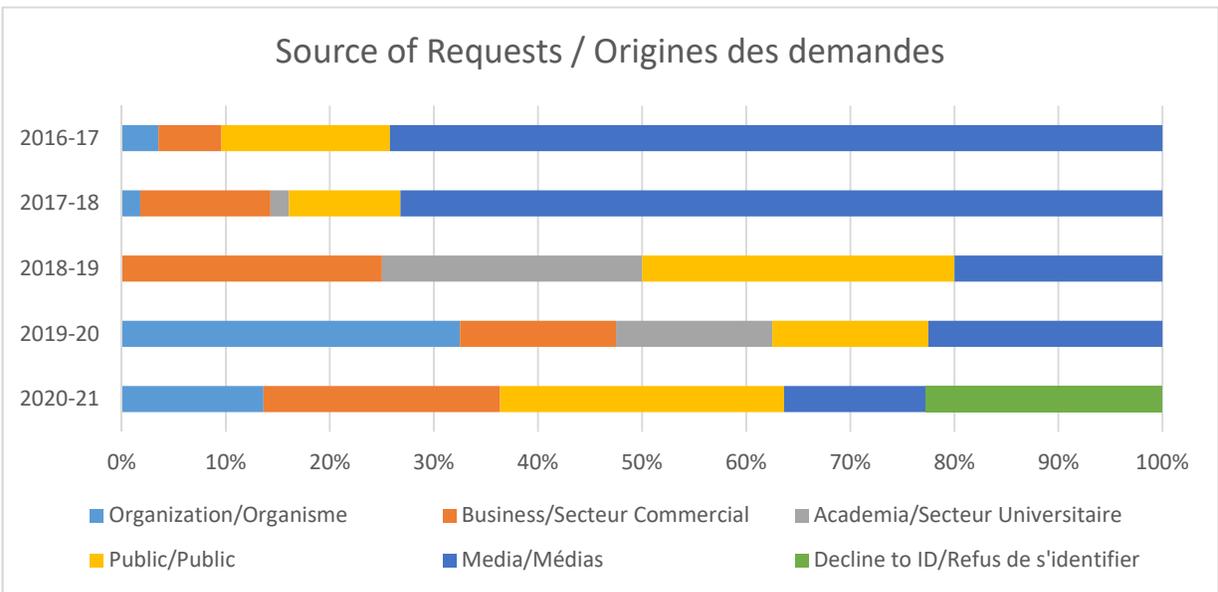
Pour ce qui est des dossiers fermés pendant la période visée, précisons que la Régie a examiné 2 234 pages au total et en a communiqué 1 707 aux demandeurs. Cela représente une diminution par rapport au nombre de pages traitées au cours de l'exercice précédent. La charge de travail réduite a permis au Bureau de l'AIPRP de recentrer ses efforts sur les dossiers de plaintes en suspens.

Other federal government agencies and departments also consulted the CER on 18 occasions on which the records under their control related to CER activities. The CER processed 161 pages for these consultations.

La Régie a été consultée à 18 reprises par d'autres ministères et organismes fédéraux responsables de dossiers reliés à ses activités. Elle a examiné 161 pages pour ces consultations.

The CER observed that the most frequent types of requesters in 2020-21 were the public (27 percent), followed by business and those who declined to identify (22.7 percent each) and media and organization (13.6 percent each).

La Régie a remarqué qu'en 2020-2021, les demandes sont venues le plus souvent du public (27 %), suivi du secteur commercial et les refus de s'identifier (22,7 % chaque), suivi d'organisme et les médias (13,6 % chaque).

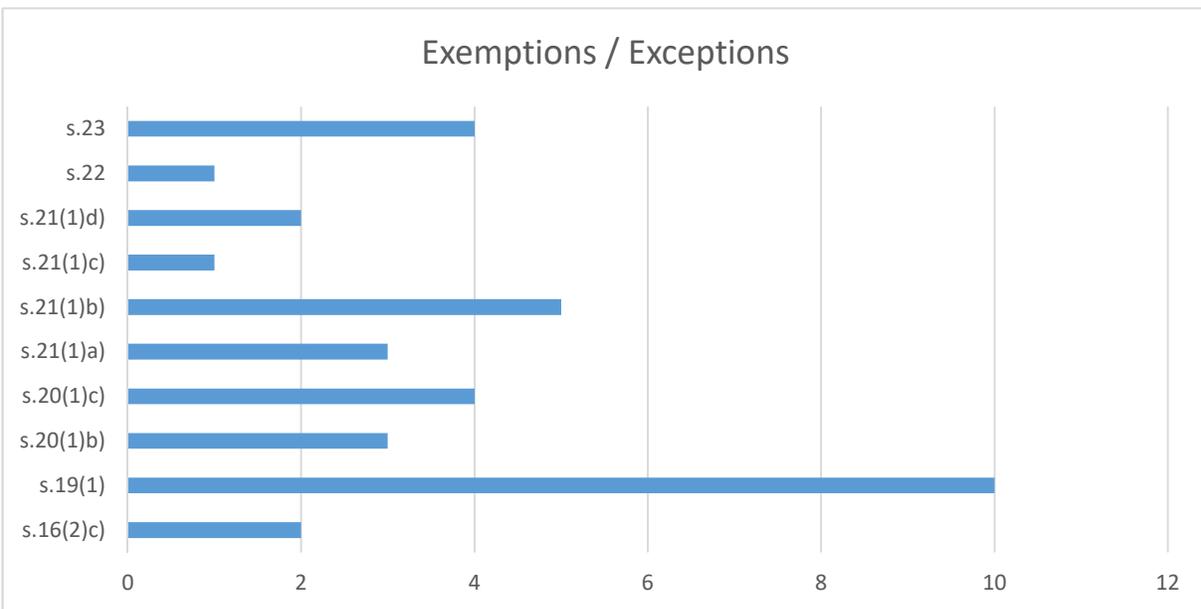


In 2020-21, the CER closed 23 requests. Of the requests closed during the reporting period, records for 13% were fully disclosed and 65% were disclosed in part. There were no requests for which relevant records were exempted in their entirety. Of the remaining requests, 5% were abandoned by the applicant and 17% had no records associated with them.

En 2020-2021, la Régie a fermé 23 dossiers. Les documents des dossiers fermés pendant la période visée 13 % des documents des dossiers fermés ont été entièrement divulgués, tandis que 65 % des documents ont été communiqués en partie. Les documents pertinents d'aucune demande n'ont été exemptés complètement. Des autres demandes, 5 % ont été abandonnée par la personne qui l'avait soumise et 17 % n'étaient reliées à aucun document.

Most of the exemptions invoked by the CER in 2020-21 fell under four sections of the Act: subsection 19(1), which protects personal information; paragraph 21(1)(b), which protect the deliberation process of public servants; paragraph 20(1)(c), which protects third party information; and section 23, which protects solicitor-client privileged information.

La plupart des exceptions invoquées par la Régie en 2020-2021 visaient quatre articles de la Loi : le paragraphe 19(1), qui protège les renseignements personnels; l'alinéa 21(1)b), qui protègent le processus de délibération des fonctionnaires; l'alinéa 20(1)c), qui protège les renseignements de tiers; et l'article 23, qui protège le secret professionnel des avocats.



During the COVID-19 pandemic work continued from home with minimal disruption and a slight increase in processing time.

Pendant la pandémie de la COVID-19, le travail s'est poursuivi de la maison; les perturbations ont été minimales et les délais de traitement ont subi une légère augmentation.

See annex A for further statistical information.

Pour obtenir plus de renseignements statistiques, consultez l'annexe A.

Reporting on Access to Information fees for the purposes of the *Service Fees Act*

The *Service Fees Act* requires a responsible authority to report annually to Parliament on the fees collected by the institution.

With respect to fees collected under the *Access to Information Act*, the information below is reported in accordance with the requirements of section 20 of the *Service Fees Act*.

- Authority : *Access to Information Act*
- Fee amount : \$5 fee per ATI request
- Total revenue: \$105 in 2020-2021
- Fees waived: \$5 in 2020-2021

In accordance with the Interim Directive on the Administration of the *Access to Information Act*, issued on May 5, 2016, and the changes to the *Access to Information Act* that came into force on June 21, 2019, the Canada Energy Regulator waives all fees prescribed by the Act and Regulations, other than the \$5 application fee set out in paragraph 7(1)(a) of the Regulations.

During 2020-2021, the CER Access to Information and Privacy (ATIP) Office incurred \$247,741 in salary costs and \$9,920 in goods and services costs to administer the Act.

Training and Awareness

Training continues to be an area of focus for the CER ATIP Office. In 2020-21, the use of screensaver tips was discontinued in favor of more direct outreach training efforts. The COVID work from home environment and introduction of new technologies presented unique concerns.

Établir des rapports sur les frais d'accès à l'information aux fins de la *Loi sur les frais de service*

La *Loi sur les frais de service* exige qu'une autorité responsable fasse annuellement rapport au Parlement sur les frais perçus par l'institution.

En ce qui concerne les frais perçus en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, les renseignements ci-dessous sont déclarés conformément à l'article 20 de la *Loi sur les frais de service*.

- Autorité : *Loi sur l'accès à l'information*
- Montant : 5 \$ pour une demande d'accès à l'information
- Total des revenus : 105 \$ en 2020-21
- Frais dispensés : 5 \$ en 2020-21

Conformément à la *Directive provisoire concernant l'administration de la Loi sur l'accès à l'information* publiée le 5 mai 2016, et les changements à la loi entré en vigueur le 21 juin 2019, la Régie d'énergie du Canada dispense de tous les frais prévus par la Loi et le Règlement, à l'exception des frais de présentation de 5 \$ prévus à l'alinéa 7(1)a) du Règlement.

Au cours de 2020-2021, le bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) de la Régie a engagé des coûts de 247 741 \$ en salaires et de 9 920 \$ en biens et services pour appliquer la Loi.

Formation et sensibilisation

La formation a occupé considérablement le bureau de l'AIPRP cette année. En 2020-2021, le recours aux conseils sur l'économiseur d'écran a été abandonné au profit d'efforts de sensibilisation plus directs. Le travail à la maison et l'adoption de nouvelles technologies en raison de la COVID ont soulevé des préoccupations uniques.

Policies, Guidelines, Procedures and Initiatives

Documentation and training materials on the CER ATIP program were updated and made available through the corporate intranet, along with links to other materials, such as the Acts, Treasury Board Secretariat policies and guidance documents, and a range of information management and guidance tools.

The CER continued to examine its ATIP procedures in an effort to enable continuous improvement and to identify opportunities for efficiencies in processing access to information and privacy requests.

As an organization that values openness and transparency, the CER strives to ensure that information is made publically available without recourse to the Act. Exceptions to public access to information are limited and specific, as required by the legislation.

Summary of Key Issues and Actions Taken on Complaints

During 2020–21, there were no new complaints registered with the Office of the Information Commissioner. As always, the CER will continue to work closely with the Office of the Information Commissioner to resolve outstanding complaints in a timely and efficient manner.

No appeals were made to the Federal Court of Canada during 2020–21.

Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives

La documentation et le matériel de formation sur le programme de l'AIPRP à la Régie ont été mis à jour et accessibles à partir du site intranet, qui renferme aussi des liens menant aux lois, politiques et lignes directrices du Secrétariat du Conseil du Trésor, ainsi qu'à tout un éventail d'outils d'orientation et de gestion de l'information.

La Régie a poursuivi l'examen de ses modalités en vue d'améliorer ses procédés et identifier les possibilités de réaliser des économies dans le traitement des demandes d'accès à l'information et de communication de renseignements personnels.

En tant qu'organisme qui valorise l'ouverture et la transparence, la Régie s'assure que l'information est à la disposition du public sans qu'il soit nécessaire de recourir à la Loi. Comme celle-ci l'exige, les exceptions à l'accès public sont limitées et précises.

Sommaire des enjeux clés et mesures prises à l'égard des plaintes

En 2020-2021, aucune plainte n'a été déposée devant le Commissariat à la protection de la vie privée. La Régie continuera à travailler de près avec le Commissariat à la protection de la vie privée afin de résoudre rapidement et efficacement les plaintes en suspens.

Aucun appel n'a été interjeté à la Cour fédérale du Canada en 2020-2021.

Training on the *Access to Information Act* and the *Privacy Act* was offered by the ATIP Office which delivers both specialized training to respond to the needs of officers and clients, and general training to raise employees' awareness of their responsibilities under these Acts. In this regard, the CER reviewed its ATIP training materials (i.e. tasking email, PowerPoint presentation, etc.) towards improving its training and communications with CER leadership and staff.

In addition to its online training, the ATIP Office also delivered a number of well-received presentations on obtaining meaningful consent prior to meeting recordings as part of its training program.

During 2020-21, the CER continued to require that all CER staff and contractors successfully pass the Access to Information and Privacy Fundamentals – I015 course offered by the Canadian School of Public Service (CSPS). During this reporting period, 42 CER employees and 22 contractors registered for the course with 60 completing it successfully.

The ATIP Office anticipates that increased awareness of the Act amongst employees will improve their ability to collect records, help them better identify information for potential redaction, and enable them to better support the ATIP Office's processing of requests. The ultimate goal being release packages that are responsive to requesters.

The CER's ATIP Officers received training by attending webinars offered by the Treasury Board's Information and Privacy Policy Department. The ATIP Office also participated in this year's Right to Know week.

Une formation spécialisée relative à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et à la *Loi sur l'accès à l'information* a été offerte par le bureau de l'AIPRP pour répondre aux besoins des agents et des clients. De plus, une formation générale a été donnée pour sensibiliser davantage les employés à leurs responsabilités à cet égard. Dans cette optique, la Régie a revu sa documentation sur l'AIPRP (courriel d'attribution de tâches, présentation PowerPoint, etc.) afin d'améliorer sa formation et ses communications à l'intention de la direction et du personnel.

En plus de la formation en ligne, le bureau de l'AIPRP a donné des présentations sur l'obtention d'un consentement valable avant l'enregistrement de réunions, qui ont été bien accueillies dans le cadre de son programme de formation.

En 2020-2021, la Régie a continué de demander à tous ses employés et entrepreneurs de suivre un cours de base sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels (I015), offert par l'École de la fonction publique du Canada. Au cours de la période visée par le rapport, 42 employés de la Régie et 22 entrepreneurs se sont inscrits à ce cours, 60 l'ont réussi.

Le bureau de l'AIPRP prévoit que la sensibilisation accrue des employés améliorera leur capacité à recueillir des documents, les aidera à mieux identifier l'information pouvant être caviardée et leur permettra de mieux appuyer le traitement des demandes. En fin de compte, le but est de communiquer des documents qui répondent aux besoins des demandeurs.

Les agents de l'AIPRP à la Régie ont assisté à des webinaires offerts par la Division de la politique de l'information et de la protection des renseignements personnels du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. De plus, le bureau de l'AIPRP a participé cette année à la Semaine canadienne du droit à l'information.

Monitoring Compliance

With regards to the timeliness of processing privacy requests, the ATIP Office regularly communicates progress updates to the ATIP Coordinator through the ATIP Group Leader. The ATIP Group Leader receives weekly updates from the ATIP Office regarding the status of all active requests, and has access to a central tracker that is updated on a regular basis to establish action items or flag upcoming due dates.

Surveillance de la conformité

Le bureau de l'AIPRP communique régulièrement les progrès réalisés dans le traitement des demandes au coordonnateur, par l'entremise du chef de groupe. Le chef de groupe de l'AIPRP reçoit un compte rendu hebdomadaire de toutes les demandes actives; il a accès à un système de suivi central qui est mis à jour régulièrement pour établir les points prioritaires ou signaler les dates d'échéance prochaines.

Annex A

Statistical Information

Annexe A

Renseignements statistiques



Statistical Report on the Access to Information Act

Name of institution: Canada Energy Regulator

Reporting period: 4/1/2020 to 3/31/2021

Section 1: Requests Under the Access to Information Act

1.1 Number of requests

	Number of Requests
Received during reporting period	22
Outstanding from previous reporting period	12
Total	34
Closed during reporting period	23
Carried over to next reporting period	11

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	3
Academia	0
Business (private sector)	5
Organization	3
Public	6
Decline to Identify	5
Total	22

1.3 Informal requests

Completion Time							Total
1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
18	3	1	1	1	0	0	24

Note: All requests previously recorded as “treated informally” will now be accounted for in this section only.

Section 2: Decline to act vexatious, made in bad faith or abuse of right requests

	Number of Requests
Outstanding from previous reporting period	0
Sent during reporting period	0
Total	0
Approved by the Information Commissioner during reporting period	0
Declined by the Information Commissioner during reporting period	0
Carried over to next reporting period	0

Section 3: Requests Closed During the Reporting Period

3.1 Disposition and completion time

Disposition of Requests	Completion Time							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
All disclosed	0	2	1	0	0	0	0	3
Disclosed in part	0	6	3	4	1	0	1	15
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	3	1	0	0	0	0	0	4
Request transferred	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	1	0	0	0	0	0	0	1
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
Decline to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	4	9	4	4	1	0	1	23

3.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
13(1)(a)	0	16(2)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)(b)	0	16(2)(a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	0	16(2)(b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(2)(c)	2	18(d)	0	21(1)(a)	3
13(1)(e)	0	16(3)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	5
14	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	1
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	2
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(d)	0	22	1
15(1)	0	16.1(1)(d)	0	19(1)	10	22.1(1)	0
15(1) - I.A.*	0	16.2(1)	0	20(1)(a)	0	23	4
15(1) - Def.*	0	16.3	0	20(1)(b)	3	23.1	0
15(1) - S.A.*	0	16.31	0	20(1)(b.1)	0	24(1)	0
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(c)	4	26	0
16(1)(a)(ii)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(d)	0		
16(1)(a)(iii)	0	16.5	0				
16(1)(b)	0	16.6	0				
16(1)(c)	0	17	0				
16(1)(d)	0						

* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

3.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
68(a)	0	69(1)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(a)	1	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(b)	1	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(d)	1	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(e)	1	69(1)(g) re (f)	0
		69(1)(f)	0	69.1(1)	0

3.4 Format of information released

Paper	Electronic	Other
	18	0

3.5 Complexity

3.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
2234	1707	19

3.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
All disclosed	3	22	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	11	299	3	1024	1	362	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	15	321	3	1024	1	362	0	0	0	0

3.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Assessment of Fees	Legal Advice Sought	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	4	0	4	0	8
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0
Total	4	0	4	0	8

3.6 Closed requests

3.6.1 Number of requests closed within legislated timelines

	Requests closed within legislated timelines
Number of requests closed within legislated timelines	21
Percentage of requests closed within legislated timelines (%)	91.3

3.7 Deemed refusals

3.7.1 Reasons for not meeting legislated timelines

Number of Requests Closed Past the Legislated Timelines	Principal Reason			
	Interference with Operations / Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
2	2	0	0	0

3.7.2 Requests closed beyond legislated timelines (including any extension taken)

Number of Days Past Legislated Timelines	Number of Requests Past Legislated Timeline Where No Extension Was Taken	Number of Requests Past Legislated Timeline Where an Extension Was Taken	Total
1 to 15 days	0	1	1
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	1	0	1
Total	1	1	2

3.8 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4: Extensions

4.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of Requests Where an Extension Was Taken	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
All disclosed	1	0	0	0
Disclosed in part	1	0	6	0
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
Decline to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0
Total	2	0	6	0

4.2 Length of extensions

Length of Extensions	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
30 days or less	1	0	0	0
31 to 60 days	0	0	2	0
61 to 120 days	1	0	4	0
121 to 180 days	0	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0	0
365 days or more	0	0	0	0
Total	2	0	6	0

Section 5: Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived or Refunded	
	Requests	Amount	Requests	Amount
Application	21	\$105	1	\$5
Other fees	0	\$0	0	\$0
Total	21	\$105	1	\$5

Section 7: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

7.1 Requests with Legal Services

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Request	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

7.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Request	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 8: Complaints and investigations

Section 32 Notice of intention to investigate	Subsection 30(5) Ceased to investigate	Section 35 Formal representations	Section 37 Reports of finding received	Section 37 Reports of finding containing recommendations issued by the Information Commissioner	Section 37 Reports of finding containing orders issued by the Information Commissioner
0	0	4	1	1	0

Section 9: Court Action

9.1 Court actions on complaints received before June 21, 2019 and on-going

Section 41 (before June 21, 2019)	Section 42	Section 44
0	0	0

9.2 Court actions on complaints received after June 21, 2019

Section 41 (after June 21, 2019)				
Complainant (1)	Institution (2)	Third Party (3)	Privacy Commissioner (4)	Total
0	0	0	0	0

Section 10: Resources Related to the Access to Information Act

10.1 Costs

Expenditures		Amount
Salaries		\$247,741
Overtime		\$0
Goods and Services		\$9,920
• Professional services contracts	\$9,920	
• Other	\$0	
Total		\$257,661

10.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Access to Information Activities
Full-time employees	2.710
Part-time and casual employees	0.000
Regional staff	0.000
Consultants and agency personnel	0.063
Students	0.000
Total	2.773

Note: Enter values to three decimal places.



Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information

Nom de l'institution: Régie de l'énergie du Canada

Période d'établissement de rapport : 4/1/2020 au 3/31/2021

Section 1 – Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

1.1 Nombre de demandes

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	22
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	12
Total	34
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	23
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	11

1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	3
Secteur universitaire	0
Secteur commercial (secteur privé)	5
Organisation	3
Public	6
Refus de s'identifier	5
Total	22

1.3 Demandes informelles

Délai de traitement							Total
1 à 15 Jours	16 à 30 Jours	31 à 60 Jours	61 à 120 Jours	121 à 180 Jours	181 à 365 Jours	Plus de 365 Jours	
18	3	1	1	1	0	0	24

Remarque : Toutes les demandes documentées comme étant « traitées de façon informelle » seront désormais indiquées dans cette section seulement.

Section 2 – Motifs pour ne pas donner suite à une demande

	Nombre de demandes
En suspens depuis la période d'établissement de rapports précédente	0
Envoyées pendant la période d'établissement de rapports	0
Total	0
Approuvées par la commissaire à l'information pendant la période d'établissement de rapports	0
Refusées par la commissaire à l'information au cours de la période d'établissement de rapports	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapports	0

Section 3 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapports

3.1 Disposition et délai de traitement

Disposition	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	2	1	0	0	0	0	3
Communication partielle	0	6	3	4	1	0	1	15
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	3	1	0	0	0	0	0	4
Demande transférée	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	1	0	0	0	0	0	0	1
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation du commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	4	9	4	4	1	0	1	23

3.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1)a)	0	16(2)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)b)	0	16(2)a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)c)	0	16(2)b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)d)	0	16(2)c)	2	18(d)	0	21(1)a)	3
13(1)e)	0	16(3)	0	18.1(1)a)	0	21(1)b)	5
14	0	16.1(1)a)	0	18.1(1)b)	0	21(1)c)	1
14(a)	0	16.1(1)b)	0	18.1(1)c)	0	21(1)d)	2
14(b)	0	16.1(1)c)	0	18.1(1)d)	0	22	1
15(1)	0	16.1(1)d)	0	19(1)	10	22.1(1)	0
15(1) - A.I.*	0	16.2(1)	0	20(1)a)	0	23	4
15(1) - Déf.*	0	16.3	0	20(1)b)	3	23.1	0
15(1) - A.S.*	0	16.31	0	20(1)b.1)	0	24(1)	0
16(1)a)(i)	0	16.4(1)a)	0	20(1)c)	4	26	0
16(1)a)(ii)	0	16.4(1)b)	0	20(1)d)	0		
16(1)a)(iii)	0	16.5	0				
16(1)b)	0	16.6	0				
16(1)c)	0	17	0				
16(1)d)	0						

*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

3.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68a)	0	69(1)	0	69(1)g) re a)	0
68b)	0	69(1)a)	1	69(1)g) re b)	0
68c)	0	69(1)b)	1	69(1)g) re c)	0
68.1	0	69(1)c)	0	69(1)g) re d)	0
68.2a)	0	69(1)d)	1	69(1)g) re e)	0
68.2b)	0	69(1)e)	1	69(1)g) re f)	0
		69(1)f)	0	69.1(1)	0

3.4 Support des documents communiqués

Papier	Électronique	Autres
0	18	0

3.5 Complexité

3.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
2234	1707	19

3.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
Communication totale	3	22	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	11	299	3	1024	1	362	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation du commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	15	321	3	1024	1	362	0	0	0	0

3.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Estimation des frais	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	4	0	4	0	8
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation du commissaire à l'information	0	0	0	0	0
Total	4	0	4	0	8

3.6 Demandes fermées

3.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi

	Demandes fermées dans les délais prévus par la loi
Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi	21
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la loi (%)	91.3

3.7 Présomptions de refus

3.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la loi

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi	Motif principal			
	Entrave au fonctionnement / Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autre
2	2	0	0	0

3.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi (y compris toute prolongation prise)

Nombre de jours de retard au-delà des délais prévus par la loi	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où aucune prolongation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où une prolongation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	1	1
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	1	0	1
Total	1	1	2

3.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4: Prorogations

4.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	1	0	0	0
Communication partielle	1	0	6	0
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation du commissaire à l'information	0	0	0	0
Total	2	0	6	0

4.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	1	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	2	0
61 à 120 jours	1	0	4	0
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
Total	2	0	6	0

Section 8: Plaintes et enquêtes

Article 32 Avis d'enquête	Article 30(5) Cessation de l'enquête	Article 35 Présenter des observations	Article 37 Compte rendus de conclusion reçus	Article 37 Compte rendus de conclusion contenant des recommandations émis par la Commissaire de l'information	Article 37 Compte rendus de conclusion contenant des ordonnances émis par la Commissaire de l'information
0	0	4	1	1	0

Section 9: Recours judiciaire**9.1 Recours judiciaires sur les plaintes reçues avant le 21 juin 2019 et au-delà**

Article 41 (avant 21 juin 2019)	Article 42	Article 44
0	0	0

9.2 Recours judiciaires sur les plaintes reçues après le 21 juin 2019

Article 41 (après 21 juin 2019)				
Plaignant (1)	Institution (2)	Tier (3)	Commissaire à la protection de la vie privée (4)	Total
0	0	0	0	0

Section 10: Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information**10.1 Coûts**

Dépenses	Montant
Salaires	\$247,741
Heures supplémentaires	\$0
Biens et services	\$9,920
• Contrats de services professionnels	\$9,920
• Autres	\$0
Total	\$257,661

10.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information
Employés à temps plein	2.710
Employés à temps partiel et occasionnels	0.000
Employés régionaux	0.000
Experts-conseils et personnel d'agence	0.063
Étudiants	0.000
Total	2.773

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.



Supplemental Statistical Report on the *Access to Information Act* and *Privacy Act*

Name of institution: Canada Energy Regulator

Reporting period: 2020-04-01 to 2021-03-31

Section 1: Capacity to Receive Requests

Enter the number of weeks your institution was able to receive ATIP requests through the different channels.

	Number of Weeks
Able to receive requests by mail	52
Able to receive requests by email	52
Able to receive requests through the digital request service	52

Section 2: Capacity to Process Records

2.1 Enter the number of weeks your institution was able to process paper records in different classification levels.

	No Capacity	Partial Capacity	Full Capacity	Total
Unclassified Paper Records	0	0	52	52
Protected B Paper Records	0	0	52	52
Secret and Top Secret Paper Records	0	0	52	52

2.2 Enter the number of weeks your institution was able to process electronic records in different classification levels.

	No Capacity	Partial Capacity	Full Capacity	Total
Unclassified Electronic Records	0	0	52	52
Protected B Electronic Records	0	0	52	52
Secret and Top Secret Electronic Records	0	0	52	52



Rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution : Régie de l'énergie du Canada

Période d'établissement 2020-04-01 to 2021-03-31

Section 1 : Capacité de recevoir des demandes d'AIPRP

Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu recevoir des demandes d'AIPRP par les différents canaux.

	Nombre de semaines
En mesure de recevoir des demandes par la poste	52
En mesure de recevoir des demandes par courriel	52
En mesure de recevoir des demandes en moyen d'un service de demande numérique	52

Section 2 : Capacité de traiter les dossiers

2.1 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents papier dans différents niveaux de classification.

	Ne peut pas traiter	Peut traiter en partie	Peut traiter en totalité	Total
Documents papiers non classifiés	0	0	52	52
Documents papiers Protégé B	0	0	52	52
Documents papiers Secret et Très secret	0	0	52	52

2.2 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents électroniques dans différents niveaux de classification.

	Ne peut pas traiter	Peut traiter en partie	Peut traiter en totalité	Total
Documents électroniques non classifiés	0	0	52	52
Documents électroniques Protégé B	0	0	52	52
Documents électroniques Secret et Très secret	0	0	52	52

Annex B

Delegation Order

Annexe B

Ordonnance de delegation de pouvoirs



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

Delegation of Authority pursuant to the Access to Information Act and the Privacy Act

I, the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act*¹ and section 73 of the *Privacy Act*², hereby designate the persons holding the positions set out in the Delegation of Authority Schedule attached hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers, duties and functions of the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator under the provisions of the Acts and related regulations set out in the schedule opposite each position. This designation supersedes all previous delegation orders.

Dated at the City of Calgary, in the Province of Alberta, this 28th day of August 2019.

C. Peter Watson, P. Eng., FCAE
Chief Executive Officer

¹ RSC 1985, c A-1

² RSC 1985, c P-21

Delegation of Authority Schedule

Position	<i>Access to Information Act</i> and Regulations	<i>Privacy Act</i> and Regulations
Vice-President, Data & Information Management	Full authority	Full authority
Director, Open Government	Full authority	Full authority
Vice-President, Energy Adjudication	Full authority	Full authority



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

**Délégation des pouvoirs en vertu de
la *Loi sur l'accès à l'information* et de
la *Loi sur la protection des renseignements personnels***

En ma qualité de chef de la Direction de la réglementation de l'énergie du Canada, en vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*¹ et de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*², je délègue par la présente aux titulaires des postes énoncés à l'annexe de délégation de pouvoirs ci-jointe ou aux personnes occupant lesdits postes à titre intérimaire, les attributions dont je suis investi, à titre de chef de la Direction de la réglementation de l'énergie du Canada, aux termes des dispositions des lois et des règlements connexes mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace toute ordonnance de délégation de pouvoirs antérieure.

Fait à Calgary, en Alberta, le 28 août 2019.

C. Peter Watson, P. Eng., FACG
Chef de la Direction

¹ L.R.C. (1985), ch. A-1

² L.R.C. (1985), ch. P-21

Annexe de délégation de pouvoirs

Poste	Loi sur l'accès à l'information et règlements	Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements
Vice-président, gestion des données et de l'information	Autorité absolue	Autorité absolue
Directeur, gouvernement ouvert	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président, processus décisionnel	Autorité absolue	Autorité absolue



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Office of the Chief
Executive Officer

Bureau de la présidente-
directrice générale

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

**Delegation of Authority pursuant to
the *Access to Information Act*
and the *Privacy Act***

I, the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator, pursuant to section 95(1) of the *Access to Information Act*¹ and section 73(1) of the *Privacy Act*², hereby designate the persons holding the positions set out in the Delegation of Authority Schedule attached hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers, duties and functions of the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator under the provisions of the Acts and related regulations set out in the schedule opposite each position. This designation supersedes all previous delegation orders.

Dated at the City of Calgary, in the Province of Alberta, this 16th day of February 2021.

Gitane De Silva
Chief Executive Officer

¹ R.S.C. 1985, c A-1

² R.S.C. 1985, c P-21

Delegation of Authority Schedule

Position	<i>Access to Information Act and Regulations</i>	<i>Privacy Act and Regulations</i>
Vice-President, Data and Information Management	Full authority	Full authority
Vice-President, Regulatory Strategy and Coordination	Full authority	Full authority
Vice-President, Performance and Results	Full authority	Full authority



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Office of the Chief
Executive Officer

Bureau de la présidente-
directrice générale

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

**Délégation des pouvoirs en vertu de
la *Loi sur l'accès à l'information* et de
la *Loi sur la protection des renseignements personnels***

En ma qualité de Présidente – directrice générale de la Régie de l'énergie du Canada, en vertu de l'article 95(1) de la *Loi sur l'accès à l'information*¹ et de l'article 73(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*², je délègue par la présente aux titulaires des postes énoncés à l'annexe de délégation de pouvoirs ci-jointe ou aux personnes occupant les dits postes à titre intérimaire, les attributions dont je suis investie, à titre de Présidente – directrice générale de la Régie de l'énergie du Canada, aux termes des dispositions des lois et des règlements connexes mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace toute ordonnance de délégation de pouvoirs antérieure.

Fait à Calgary, en Alberta, le 16 février 2021.

Gitane De Silva
Présidente – directrice générale

¹ L.R.C. (1985), ch. A-1

² L.R.C. (1985), ch. P-21

Annexe de délégation de pouvoirs

Poste	Loi sur l'accès à l'information et règlements	Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements
Vice-président, gestion des données et de l'information	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président, stratégie réglementaire et coordination	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président du rendement et des résultats	Autorité absolue	Autorité absolue